



Refroidir la planète :

les communautés en première ligne mènent la lutte

*Témoignages de la Convergence Globale
des luttes pour la terre et l'eau*

PRÉPARÉ PAR : Cette publication émane des luttes de terrain et a été préparé co-jointement par les communautés en première ligne et les organisations alliées.

MISE EN PAGE PAR : Ricardo Santos et Bas Coenegracht

ILLUSTRATION DU VERSO : Graphisme par Camila Guzman Martini

La publication de ce rapport de la Convergence Globale des Luttes pour la Terre et l'Eau a été facilitée par le Transnational Institute, pour Hands On the Land.

Amsterdam, Novembre 2016



Document produced with financial support from the European Commission. The contents of this publication are the sole responsibility of the Hands On the Land alliance and can in no way be taken to reflect the views of the European Union. See www.handsontheland.net

Contents of the report may be quoted or reproduced for non-commercial purposes, provided that the source of information is properly cited. TNI would appreciate receiving a copy or link of the text in which this document is used or cited. Please note that for some images the copyright may lie elsewhere and copyright conditions of those images should be based on the copyright terms of the original source.

<http://www.tni.org/copyright>



« Nous, mouvements sociaux, organisations de base et organisations de la société civile, engagés dans la défense des droits à la terre et à l'eau, nous résistons et luttons. Nous faisons valoir nos droits et présentons de vraies solutions. Nous croyons que le contrôle et l'accès des peuples à la terre et à l'eau sont essentiels pour la paix, pour contrer le changement climatique et pour garantir les droits humains fondamentaux et une vie digne pour toutes et tous. »

*Droits à l'eau et à la terre, une lutte commune. De Dakar à Tunis :
Déclaration de la Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau*

La Déclaration peut être lue et signée sur ce lien:

<http://goo.gl/forms/yvhXa2Pb4c>

Les petits producteurs et les consommateurs d'aliments, les agriculteurs, les populations indigènes, les chasseurs et les cueilleurs, les familles paysannes, les travailleurs ruraux, les éleveurs et les bergers-pasteurs, les pêcheurs et les populations urbaines – à savoir les *communautés principalement affectées* – sont les principales victimes de l'accaparement croissant des ressources naturelles et des violations systématiques des droits de l'homme. De plus, déjà repoussées aux limites de la société, les communautés affectées sont victimes de catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et des destructions causées par le bouleversement climatique – ainsi que de l'incapacité des gouvernements à adopter de vraies solutions concertées.

L'accaparement de la terre, de l'eau et de l'océan, ainsi que les injustices alimentaires et climatiques ne sont pas des problèmes séparés : ils sont au contraire profondément liés. Ils résultent tous de la pensée économique dominante concernant l'utilisation, l'extraction, la conservation et la gestion des ressources naturelles. Des acteurs puissants, mus par des intérêts économiques à court terme plutôt que par la durabilité de leurs actions, concentrent entre leurs mains le pouvoir politique et décident du sort des ressources naturelles : qui doit les utiliser, comment et à quelles fins. Ce faisant, ils nient aux ressources naturelles leur dimension sociale et écologique, celle qui justement permet d'assurer la protection de millions de personnes dont le mode de vie, la culture et les traditions dépendent de l'accès et du contrôle des territoires qu'elles occupent.

La Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau est la réponse que les communautés affectées du monde entier veulent apporter pour lutter contre ces injustices.

Lors d'un événement public organisé à Paris en décembre 2015, pendant la COP21, des représentants de ces communautés affectées ont débattu et dénoncé les *fausses* solutions prônées pour faire face à la crise climatique, et ont promu de *vraies* solutions, enracinées dans l'expérience et les connaissances des populations.¹ Ils ont rappelé que de la *convergence* naissent l'espoir, les synergies et la solidarité et, surtout, la possibilité de faire aboutir les luttes visant un véritable changement de système.

L'objectif de ce rapport est de faire entendre les voix des communautés principalement affectées et de diffuser le message politique de 16 leaders de mouvements sociaux, qui ont pris la parole au cours de la réunion, auprès des masses qui forment la base des mouvements sociaux du monde entier. Ce rapport cherche à accroître la conscience politique en ces matières et à renforcer les mouvements populaires dans leur résistance face aux programmes de privatisation préconisés par les élites politiques et économiques.

Le rapport est le fruit d'une étroite collaboration entre de nombreux mouvements sociaux et organisations alliées des quatre coins du monde. Plus de vingt groupes ont contribué à sa rédaction, et d'autres encore ont aidé à la préparation et à l'organisation de l'événement public de Paris. Une liste de tous ces groupes figure en quatrième de couverture.

BOX 1

Encadré: Qu'est-ce que la Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau?

« L'histoire de la Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau est profondément ancrée dans la lutte contre l'accaparement des terres et de l'eau. Elle a été lancée par des mouvements sociaux et des organisations de base pour lutter ensemble en faveur de la souveraineté alimentaire, de la souveraineté des peuples et de la défense des droits de l'homme. Ce mouvement a débuté en octobre 2014, quand des mouvements sociaux, des mouvements de base et d'autres organisations de la société civile se sont réunis à Dakar dans le cadre du Forum Social Africain pour lutter et protester contre toutes les formes d'accaparement des ressources naturelles, et contre les violations systématiques des droits humains qui les accompagnent. Les délégués africains ont compris alors que division était leur principal problème. Reconnaisant le besoin de solidarité dans leurs combats, ils ont décidé de se réunir à nouveau lors du Forum Social Mondial à Tunis en mars 2015 pour poursuivre ce dialogue avec des mouvements et des organisations du monde entier afin d'élargir cette convergence.

La déclaration « Droits à l'eau et à la terre, une lutte commune. De Dakar à Tunis : Déclaration de la Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau » établit la vision, les principes et les aspirations de la Convergence. Il s'agit de construire un mouvement fort et uni en faveur de politiques publiques fondées sur la souveraineté alimentaire et la souveraineté des peuples, afin que soient enfin respectés nos droits fondamentaux. À partir de Tunis, nous avons décidé de mettre à profit la COP21 comme plateforme de lutte. De fait, la lutte contre le réchauffement climatique et pour la justice est profondément liée à la lutte des droits des peuples aux ressources naturelles et à la souveraineté alimentaire. Si les peuples et les communautés perdent leur contrôle sur la terre, les rivières, les océans, les forêts, les semences, etc., nous n'arriverons pas à mettre un terme au réchauffement de l'atmosphère. Il faut garder à l'esprit que dans le monde entier des personnes sont harcelées, emprisonnées ou tuées parce qu'elles défendent leurs terres, leurs forêts et leurs océans. Désormais, nous unissons nos forces sur le plan national et régional : la convergence mondiale est de plus en plus nécessaire. »

Chantal Jacovetti, Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP) - Via Campesina/ Convergence malienne contre l'accaparement des terres (CMAT)

Solutions fausses contre le dérèglement climatique

La perte de l'accès à la terre et à l'eau – ressources naturelles essentielles dont dépendent les populations pour leur revenus et leur souveraineté alimentaire – n'est pas seulement due aux catastrophes naturelles provoquées par le changement climatique : elle découle souvent des mécanismes imposés justement pour endiguer ce même changement climatique.

Six leaders venant des Amériques, de l'Asie du Sud-Est, d'Europe et d'Afrique ont partagé leur expérience et démontré comment l'accès et le contrôle de la terre et de l'eau sont de plus en plus souvent confisqués par quelques acteurs puissants, phénomène dont on sait qu'il prive des millions de personnes de leurs propres territoires, au nom :

- du « **développement** » – par des mégaprojets de barrages pour la production d'énergie hydraulique (Juan Pablo Soler, Colombie) ou d'extraction minière (Caroline Ntaopane, South Africa),
- de la « **sécurité alimentaire** » – par le développement d'une agriculture intelligente face au climat et de la bioénergie (Adam Payne, Royaume-Uni),
- de la « **protection de l'environnement** » – par des programmes de compensation des émissions de carbone, tels que REDD+ (Zainal Arifin Fuad, Indonésie) et Carbone Bleu (Riza Damanik, Indonésie),
- ou de la production d'énergie « **renouvelable** » – par des centrales écologiques (Jihan Geraon, USA).

BOX 2

« La Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) est aux mains des gouvernements néolibéraux et des entreprises transnationales. Les solutions proposées par cette élite politique et économique ne s'attaquent pas aux causes fondamentales du changement climatique. Elles ignorent les messages des communautés affectées et nient leurs droits. Les solutions de la CCNUCC sont de fausses solutions, et, s'il nous faut certes comprendre pourquoi il en est ainsi, il nous faut surtout partager nos expériences pour trouver les meilleures stratégies de contre-attaque. »

Paula Gioia, Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft / Via Campesina

Juan Pablo Soler, membre du Mouvement colombien de Défense de territoires et des peuples affectés par les barrages – Mouvement Ríos Vivos. Juan Pablo est un militant actif dans la lutte contre les mégabarrages.

« Les mégabarrages sont représentatifs de ces solutions erronées, puisqu'ils ne modifient pas le modèle énergétique dominant, caractérisé par l'inefficacité. En Amérique Latine, nous avons des barrages qui émettent d'énormes quantités de méthane ; dans le monde entier, les mégabarrages ont lancé plus de 104 millions de tonnes de méthane dans l'atmosphère. Ces projets ont des effets négatifs aussi bien sur la nature que sur les hommes. En Colombie, les territoires concernés sont militarisés pour assurer la protection des barrages. Dans le Nord de la région d'Antioquia, où se construit le mégabarrage Hidroituango, 47 massacres ont été perpétrés ; les groupes paramilitaires sont impliqués dans la plupart d'entre eux. Le fait est qu'une enquête judiciaire a été ouverte par le bureau du procureur pour établir si Hidroituango a profité d'actions commises par les paramilitaires dans la région.

Il faut tâcher de comprendre toute la complexité du problème, d'autant plus que certains mouvements estiment que les barrages sont nécessaires au développement du pays. Or, non seulement ils détruisent l'environnement, mais ils nous privent également de nos droits et de notre accès à la terre et à l'eau. Notre travail est donc de sensibiliser sur les coûts environnementaux et sanitaires, ainsi que sur les autres conséquences néfastes qu'entraîne la construction de tels barrages.

Rios Vivos est l'un des mouvements qui représentent et défendent les personnes affectées par les mégabarrages. Il est dirigé de manière collective, et c'est tous ensemble que nous tentons de faire face aux grandes entreprises et de lutter contre leurs projets. Au cours des dernières années, nous avons contacté de nombreuses autres organisations, d'autres mouvements, grâce auxquels nous renforçons peu à peu notre base. Ne l'oubliez pas : un barrage a aussi des conséquences sur les pêcheurs en aval. Donc pour mener à bien ce combat, il nous faut parler avec toutes les populations affectées, et nous organiser. L'union est nécessaire également pour mettre fin aux projets miniers qui assèchent nos rivières. L'eau est l'un des éléments fondateurs des luttes que nous menons en Colombie. En résumé, nous travaillons sur tous les plans pour lutter contre les grandes entreprises et empêcher la construction de nouveaux barrages. »

Caroline Ntaopane travaille à la défense des droits de l'homme, de la femme et de l'environnement depuis 2006 et elle a contribué à la création du Mouvement sud-africain de défense des femmes affectées par l'extraction minière (WoMin). Elle a grandi dans la région très polluée du Triangle de Vaal et elle s'est battue contre l'industrie extractive pour garantir le respect des droits des communautés par les entreprises et le gouvernement. Caroline est la responsable nationale de la Campagne de WoMin, dont le combat est la « Justice climatique et énergétique pour les femmes ».

« Nous avons de nombreuses centrales à charbon en Afrique du Sud, et nos cieux sont teintés des brumes et fumées provenant de l'extraction minière. Nos communautés se sont plaintes auprès du gouvernement, lequel se doit de garantir que les entreprises répondent de leurs actes, mais il ne se passe rien. Les câbles électriques passent au-dessus des toits des maisons, mais les habitants n'ont pas l'électricité – seulement du charbon. Aussi les gens vont-ils chercher du charbon à mains nues pour pouvoir cuisiner, et cela a aussi des conséquences sur leur santé. Dans notre communauté, la pollution tue, littéralement.

Les mécanismes de compensation de carbone mis en place par la CCNUCC sont un véritable problème pour nous, en Afrique du Sud : les industries peuvent continuer à polluer l'atmosphère du moment qu'elles investissent dans des programmes de compensation loin de chez nous. Avec de tels programmes, nous continuerons de souffrir de la pollution et du changement climatique. Nous n'avons pas le choix : nous devons nous défendre et contre-attaquer.

Pour changer le système, nous descendons dans la rue pour manifester. Nous y allons tous, hommes femmes et enfants, mais ce sont surtout les femmes qui mènent le combat pour la justice énergétique et environnementale, elles qui sont en première ligne des campagnes et des manifestations. Nous collaborons aussi avec d'autres groupes et plaidons pour que soient adoptées des lois qui défendent les êtres humains et l'environnement plutôt que les intérêts des grandes entreprises. Et nous faisons aussi un travail de sensibilisation et d'éducation des communautés, de sorte que tous – et notamment les femmes – connaissent leurs droits.

La Convergence, c'est la lutte pour la vie, et un combat contre l'injustice. Organisés et unis, les femmes et les jeunes réussiront ce changement. Nous disons souvent : « Rien de ce qui nous concerne ne se fera sans nous » (*Nothing about us, without us*).

Adam Payne est un agriculteur du Sud-ouest de l'Angleterre. Dans sa petite ferme biologique, il élève des porcs et des moutons et cultive des légumes. Il est membre actif de la Landworkers' Alliance, et membre du comité de coordination de Via Campesina-Europe.

« L'agriculture intelligente face au climat » [un mécanisme de la CCNUCC] ne fait que proposer sous un autre emballage les mêmes problèmes qui ont provoqué la crise du climat. Du point de vue de ses inventeurs, elle est certes intelligente, puisqu'elle leur permet de continuer de faire ce qu'ils font depuis toujours. Syngenta, Yara, la Banque Mondiale ou McDonalds sont autant d'exemples d'entreprises et d'institutions qui soutiennent l'agriculture intelligente face au climat – pourtant, leur système d'alimentation industrielle contribue à plus de 50% des émissions de gaz à effets de serre. C'est la prolongation de la Révolution Verte, avec son agriculture industrielle qui enseme les terres de pesticides. L'agriculture intelligente face au climat n'est pas la voie à suivre – et pour les petits producteurs et pour la qualité de l'alimentation, c'est un désastre.

Dans les champs et dans les rues, nous manifestons notre résistance et défendons notre mode de vie. Il faut changer de paradigme : que les droits remplacent la loi du marché ! La souveraineté alimentaire est au cœur de notre stratégie. Notre lutte a pour principal objectif de maintenir et de promouvoir les revenus agricoles qui permettent d'éviter l'exode rural. Cela suppose de prendre soin des écosystèmes et de travailler en symbiose avec eux sans empoisonner notre nature ; il s'agit aussi de vendre nos produits directement aux consommateurs. Notre lutte vise également à renforcer nos syndicats et à organiser des campagnes et des manifestations politiques, notamment contre les cultures génétiquement modifiées et les entreprises qui les produisent. Un élément important de notre stratégie vise à renforcer nos alliances avec d'autres organisations ; notre appartenance à Via Campesina est essentielle à cet égard. Ainsi, nous reprenons espoir et nous nous unissons avec le reste du monde.

Nous ne pouvons plus attendre. Au Royaume-Uni, du temps de mon grand-père, 15% des habitants travaillaient dans les champs; dans la génération de mon père, ce chiffre est tombé à 8 ou 9%, et aujourd'hui, nous sommes moins d'1%. Et ce déclin est dû à la faiblesse des syndicats. Ce n'est pas un hasard si le poing levé est symbole de résistance : il est signe de convergence. « Mondialisons la lutte, mondialisons l'espoir. »

Zainal Arifin Fuad est secrétaire-général de Serikat Petani Indonesia (SPI), syndicat de paysans indonésiens, membre actif de Via Campesina dans la région du Sud-Est asiatique. Zainal milite pour la réforme agraire, la souveraineté alimentaire et l'agriculture biologique depuis 2003. Il lutte contre les entreprises qui occupent et accaparent les terres et les territoires appartenant aux paysans.

« Le mécanisme REDD+ des Nations Unies (acronyme: Réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts) a privé le peuple indonésien d'immenses territoires. Certains membres de Serikat Petani ont été directement affectés par les projets REDD+. Comble de l'ironie, les entreprises engagées dans ce mécanisme reçoivent le soutien de certaines ONG de protection de l'environnement, qui prétendent que nous pourrions sauver notre nature par la privatisation et le financement international. Or, nous sommes aujourd'hui les témoins d'une compétition effrénée pour les terres, les aliments, le pétrole, le fourrage et les forêts – compétition intensifiée par la déréglementation et le bon accueil fait aux capitaux étrangers, qui ainsi s'emparent de nos ressources naturelles. Et REDD+ fait partie des causes de cet accaparement des terres perpétré au nom de la lutte contre le changement climatique.

Nous menons des actions collectives, depuis les villages, les districts et les provinces jusque sur le plan national et mondial. Nous développons aussi un réseau avec d'autres mouvements sociaux, des ONG, des étudiants et des universitaires, qui font leur notre principe « Lutte des paysans, victoire du peuple » et s'unissent à la lutte du SPI et de Via Campesina en faveur de la réforme agraire, de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture biologique – véritables solutions face au dérèglement climatique.

Nous, c'est-à-dire Via Campesina et ses alliés, sommes en première ligne pour défendre nos droits fondamentaux, notamment auprès des Nations Unies à Genève, où nous avons réussi à convaincre le Conseil des Droits de l'Homme d'adopter une Déclaration sur les Droits des paysans et des autres personnes travaillant en zones rurales. Nous sommes organisés – et fortement motivés ! »

Riza Damanik est leader de Kesatuan Nelayan Tradisionale Indonesië (KNTI – Peuples pêcheurs traditionnels en Indonésie). Riza milite pour le respect des droits des groupes de pêcheurs autochtones ou non-autochtones du pays. Il est aussi un membre actif du Forum mondial des peuples pêcheurs (WFFP).

« Le *Carbone Bleu* est un mécanisme de compensation [de la CCNUCC], qui met l'accent sur les écosystèmes de mangroves et d'herbiers marins. C'est le pendant de REDD+ pour les régions côtières. Pour nous [peuples pêcheurs d'Indonésie], le Carbone Bleu va amener encore plus de projets de préservation de la nature suivant lesquels les zones côtières et marécageuses seront délimitées, privatisées et placées sur le marché. Ce qui signifie également que nous sommes chassés de ces zones – nouvelle forme d'accaparement de l'océan.

À West Nusa Tenggara, nous pêcheurs considérons la mer comme notre mère. Dans la langue locale, le pêcheur dit 'Ina soro budi, budi Noro apadike. Pai pana ponu, te hama hama', ce qui signifie « La mer est la nourricière qui nous approvisionne, nous protège et nous aime. Nous sommes donc garants de sa durabilité. » En fait, l'élite politique par le biais de Carbone Bleu veut nous pousser à vendre notre propre mère nourricière.

Nos communautés de pêcheurs artisanaux souffrent particulièrement de ces projets, car nos droits sont beaucoup moins visibles et largement négligés par les gouvernements, qui n'ont pour seul but que la croissance économique. La voix des pêcheurs est très rarement entendue dans les cercles politiques et gouvernementaux; les pêcheurs n'ont que peu d'influence sur le contenu de politiques qui affectent pourtant leur communauté de manière directe. C'est pourquoi il est crucial pour les pêcheurs traditionnels de prendre conscience de leurs droits et de s'unir pour empêcher la mise en œuvre de politiques qui leur seraient néfastes.

Pour sensibiliser nos communautés sur leurs droits en tant que pêcheurs, nous utilisons un important instrument : les Directives volontaires internationales visant à assurer la durabilité des pêches artisanales (<http://www.fao.org/3/a-i4356f.pdf>). Nous avons lutté pendant de nombreuses années (de 2008 à 2014) pour faire approuver ce nouvel instrument par la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

L'un des principes recteurs de ces Directives est l'utilisation de nos connaissances traditionnelles et locales. L'acte de prendre la mer pour aller pêcher, nous l'appelons 'kotek lima' (prendre ce que Dieu nous donne) : cela va au-delà de la pêche. Cela signifie que nous prenons aussi grand soin de la nature, sinon Dieu ne serait pas content. L'interaction entre les pêcheurs et la nature est permanente et profonde, c'est l'essence de nos traditions.

Par ailleurs, avec nos pratiques traditionnelles, nous montrons la voie à suivre. Nous sommes des pêcheurs et nous utilisons une technologie simple et très peu de carburant, et nous approvisionnons les consommateurs locaux. Le fait est que nous ne contribuons pas aux émissions de carbone. C'est pourquoi il est important de maintenir nos pratiques et qu'elles fassent partie intégrante de notre combat.

Nous sommes conscients de l'importance d'établir des liens forts entre les mouvements de pêcheurs et les mouvements des habitants des terres, car nous dépendons tous de la même nature. Il y a par exemple une entreprise transnationale étasunienne qui développe un projet dans les hautes terres ; or ce projet pollue la rivière, et toutes les personnes qui dépendent de cette rivière – les paysans, les villageois et les pêcheurs – en souffrent. C'est pour faire face à ce genre d'abus que nous devons forger des alliances avec d'autres producteurs d'aliments et d'autres consommateurs, dans les zones rurales autant que dans les villes. »

Jihan Gearon est d'origine Navajo et afro-américaine. En tant que directrice exécutive de Black Mesa Water Coalition, elle œuvre en faveur de la justice climatique et d'une transition énergétique équitable www.blackmesawatercoalition.org.

« Aux États-Unis, on parle beaucoup de centrales énergétiques écologiques, mais en fait ce projet ne porte que sur 3000 des 19.000 centrales existantes. De plus, ce plan ne concerne que les centrales ; ni l'extraction du charbon, ni la distribution énergétique ne sont modifiées, alors que tous ces éléments sont imbriqués et participent du même problème. Ils prétendent passer à une énergie verte, mais le projet favorise l'incinération des déchets, le gaz naturel, voire l'énergie nucléaire.

Quelque 28.000 foyers Navajos n'ont pas l'électricité. Car, comme nous l'a dit notre sœur d'Afrique du Sud, les câbles électriques passent juste au-dessus de nos têtes, mais cette électricité-là n'est pas pour nous. Nous manquons certes d'énergie électrique, mais nous avons de l'énergie humaine à revendre.

Notre stratégie pour lutter contre l'injustice et les mécanismes de commercialisation des émissions de carbone passe par l'autonomisation de nos communautés : nous voulons cesser de dépendre des grandes entreprises pour assouvir tous nos besoins. C'est ainsi que nous arriverons à une transition énergétique équitable. Le passage vers une économie renouvelable se fera pas à pas. La première étape, c'est comprendre que, quand on parle d'économie, il s'agit de nos vies et de nos foyers, non d'argent ou de marchés financiers. Notre lutte s'assimile à

une guérison : elle commence par le réapprentissage de notre propre culture – et l’affirmation de notre mode de vie, lequel n’a rien de rétrograde. Nous réapprenons nos chants, nos cérémonies, et notre lien intrinsèque avec notre terre et avec la nature. Cela inclut aussi notre lien à l’eau, qui est au cœur de notre vie quotidienne. Nos projets de restauration des bassins hydrographiques sont une partie importante de ce processus de guérison, et ils sont à la base de notre lutte pour la souveraineté alimentaire.

On nous dit utopistes, pourtant la Convergence, avec son partage d’expériences vécues par nos sœurs et nos frères de tous les continents, nous pousse sur cette voie. Les gouvernements parlent d’un billion de dollars à investir dans l’énergie propre, mais d’une part ils ne le feront pas, et d’autre part l’énergie dont ils parlent n’est même pas propre. La majorité de la population mondiale ressent chaque jour l’injustice de cette situation – et ce n’est pas devenir plus riche qui l’intéresse ! Ce que les hommes veulent, ce que nous voulons, c’est vivre en équilibre avec la nature et en bonne intelligence les uns avec les autres. La convergence de nos luttes est essentielle, car elle nous donne l’espoir de gagner. »

De vraies solutions pour la justice climatique

Les *vraies* solutions prônées par les communautés affectées proviennent de leurs stratégies et de leurs pratiques locales de survie. Ces vraies solutions répondent aux besoins et aux aspirations des populations. Elles impliquent de tourner le dos aux fausses solutions prônées par et pour l’élite minoritaire. Ces vraies solutions, et les combats à mener pour les faire adopter, devront passer obligatoirement par un changement de système. Il s’agit de combiner ces stratégies locales aux outils qui permettront le renforcement des mouvements populaires à tous les niveaux.

Les vraies solutions sont nombreuses et variées puisqu’elles sont enracinées dans les pratiques et les cultures locales. Cependant, elles ont toutes des points communs dans la manière de les mettre en pratique. Six leaders font part de ce que sont ces vraies solutions du point de vue des communautés qu’ils représentent :

- **Du point de vue des pêcheurs** (Sherry Pictou, Canada),
- **Du point de vue des syndicats** (Valter Bittencourt, Brésil),
- **Du point de vue des bergers pastoralistes** (Dodo Boureima, Niger),
- **Du point de vue des peuples autochtones** (Christiana Louwa, Kenya),
- **Du point de vue des mouvements paysans** (Isabel Vilalba, Galice – Espagne)
- **Du point de vue des communautés urbaines** (Lorena Zárate, Mexico).

Sherry Pictou appartient à la communauté Mi’kmaq, Bear River First Nation, Nouvelle-Écosse, Canada. Elle est aussi membre du Forum mondial des peuples pêcheurs (WFFP).

« Je représente une petite communauté autochtone du peuple Mi’kmaq de Nouvelle-Écosse au Canada, connue sous le nom de L’sitkuk. Les peuples autochtones désirent briser la notion fautive d’un monde bipolaire divisé entre Nord et Sud, et attirer l’attention sur la réalité de leurs vies dans le Nord après plus de 500 ans de colonialisme. Il est vrai cependant que nous connaissons un véritable renouveau de l’affirmation de notre culture autochtone. Il ne s’agit pas de retrouver notre mode de vie d’il y a cinq siècles, mais d’affirmer notre respect les uns des autres, de la terre et de l’eau, et d’établir un lien réciproque avec l’ensemble de la vie, bien au-delà de la valeur des matières premières. Nous redonnons vie à notre culture, à nos connaissances et à nos pratiques concernant la terre et l’eau, qui se sont transmises de génération en génération. Cette sagesse intergénérationnelle et ces pratiques traditionnelles servent de base à la connaissance qui nous permet de respecter la nature et toute forme de vie.

Pour faire progresser le respect de nos droits, nous comptons sur de nombreux alliés. Nous sommes aussi membres du Forum mondial des peuples pêcheurs, ce qui nous permet de tisser des liens forts dans le monde entier et de nous assurer que les droits des peuples autochtones soient reconnus et respectés sur le plan international.

Nous utilisons comme cadre de nos luttes les Directives des régimes fonciers [Directives volontaires de l'ONU pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts²] et les Directives volontaires internationales visant à assurer la durabilité des pêches artisanales³, qui réintroduisent la dimension humaine dans ces activités. Ces directives renforcent également le lien existant entre la terre et l'eau – un aspect fondamental, car pour les communautés autochtones, il n'y a pas de séparation entre ces deux éléments qui sont intrinsèquement liés. »

Valter Bittencourt a rejoint les mouvements sociaux de lutte pour la justice en 1996. Entre 2006 et 2015, Valter a travaillé pour la Confédération des travailleurs de la métallurgie au sein de la CUT Brésil (CNM/CUT) et, depuis avril 2015, il est responsable des questions de Migration et d'Environnement au sein de la CSA (Confédération Syndicale des Amériques), qui représente 55 millions de travailleurs membres des 56 organisations affiliées du continent.

« Il y a une dizaine d'années, nous (les syndicats) avons entamé notre rapprochement avec d'autres mouvements en faveur de la justice sociale, ce qui a renforcé nos luttes et la mise en œuvre de nos solutions sur tout le continent. Nous développons des solutions alternatives au système capitaliste, fondées principalement sur le droit à l'eau, à la forêt et à la terre, par le biais de réformes agraires, et sur notre droit à utiliser des semences indigènes. Cela implique également que nous soyons très attentifs aux décisions politiques et aux cadres juridiques mis en place notamment par les accords de libre-échange.

Pour aller de l'avant, nous renforçons notre participation dans les instances de prise de décisions politiques, tant nationales qu'internationales. Nous maintenons le dialogue avec notre gouvernement, mais, en tant que mouvement syndical et par le biais de nos alliances, nous arrivons également à prendre part aux débats dans de nombreuses enceintes régionales et internationales. Ainsi, nous pouvons exprimer notre opinion et proposer des solutions au sein de la COP21 et dans d'autres instances onusiennes. »

Dodo Boureima est un berger-agriculteur du Niger. Son organisation, AREN, en coopération avec d'autres organisations pastorales du Mali et du Burkina Faso, a lancé, après un long processus de consultations, le Réseau Billital Maroobe (RBM), de portée subrégionale et continentale.

« En tant que membre du comité de coordination du RBM, je représente un réseau de bergers qui milite pour la défense du pastoralisme. La solution que nous prônons combine notre propre histoire avec des idées nouvelles qui enrichissent notre culture et nos traditions, tout en affirmant notre droit à la terre et à l'eau. Le partage de connaissances et d'idées nous semble fondamental. C'est ce qui nous a permis de nous adapter aux modifications du climat et de l'environnement.

Les politiques et les programmes imposés par nos gouvernements, qui visent à privatiser nos terres et à commercialiser nos ressources, vont à l'encontre de nos valeurs fondamentales. Elles visent à empêcher la mobilité de nos troupeaux pour nous obliger à adopter un mode de vie sédentaire.

Nos communautés sont très vulnérables, de par leur manque d'éducation et d'informations. Pour y remédier, le Réseau a créé un système d'information facilement accessible et renforcé leurs compétences et leur capacité à mener des actions directes. Quand les autorités veulent imposer des pratiques qui portent préjudice aux paysans, nous réactivons l'une de nos traditions, le 'dangool pulaaku', système traditionnel de boycott de nos produits dont nous privons les marchés. C'est très efficace, car de nombreux acteurs ont besoin de ces produits et exercent donc une pression sur les autorités, lesquelles finissent par céder.

Les relations entre bergers nomades et agriculteurs ont été longtemps tendues, notamment à cause de politiques injustes pour les uns et pour les autres, mais elles se sont améliorées quand nous avons compris que nous avons un même objectif: celui de défendre nos droits à la terre et à l'eau et de lutter contre la mauvaise gestion de ces

ressources. Nous avons créé le Réseau pour convaincre les gouvernements et les autorités régionales que les bergers pastoralistes ne sont pas une des sources du problème, comme ils le pensent, mais qu'au contraire, ils en sont la solution. Nous y arrivons en surmontant les clichés et en leur donnant des preuves solides de notre contribution.

Unis par ces réseaux d'agriculteurs et de bergers, nous sommes plus forts pour défendre nos droits et lutter contre l'accaparement des terres dans nos pays. Cette union est un élément-clé de notre stratégie. Sur le plan mondial, nous avons aussi rejoint Via Campesina, ce qui nous permet de collaborer avec d'autres groupes et de lutter contre les entreprises transnationales à l'échelle mondiale. »

Christiana Louwa appartient à la communauté autochtone El Molo, installée sur les rives du Lac Turkana dans le Nord du Kenya. Christiana lutte pour les droits du peuple El Molo au territoire, à l'eau et à la terre, et elle est membre du WFFP.

« Dans le Nord du Kenya, d'où je viens, nous devons récupérer la possession communautaire des ressources naturelles. Nous les possédons en commun, et nous en partageons la responsabilité – c'est ainsi que nous pouvons éviter l'accaparement de nos terres, notre eau, nos territoires. Nos savoirs traditionnels nous permettent de vivre en bon équilibre avec la nature, et notre mode de vie modère l'impact des hommes sur le climat. Par exemple, nous pêchons de manière artisanale, sans impact négatif sur le climat, au contraire de la pêche industrielle et destinée à l'exportation.

Nous saisissons chaque occasion de faire connaître notre lutte et nos solutions, y compris celles de nos « frères et sœurs » [d'autres groupes autochtones ou non] du Kenya. Nous participons à des conférences et des ateliers, nous demandons à être reçus par le gouvernement, et nous lançons des campagnes de sensibilisation pour diffuser notre message. Nous utilisons aussi les instruments internationaux : les Directives internationales visant à assurer la durabilité des pêches artisanales, récemment adoptées, nous sont très utiles dans notre lutte. Elles nous servent à sensibiliser notre peuple sur ses droits, et aussi à rappeler à notre gouvernement qu'il a l'obligation de protéger notre droit à la possession communautaire de la terre et de l'eau. »

Isabel Vilalba est une agricultrice de Galice, en Espagne. Isabel est Secrétaire exécutive du Sindicato Labrego Galego, le mouvement des familles paysannes de Galice. Elle est aussi l'une des responsables de la Coordination européenne de Via Campesina.

« Nos solutions sont fondées sur la propriété et la gestion communautaires de la terre, et sur notre culture. Nous produisons des aliments qui nous permettent de gagner notre vie dans les zones rurales, en combinant pratiques traditionnelles et nouvelles technologies. Nous prenons soin de notre environnement, car toute notre production dépend de la bonne santé de nos écosystèmes. Cela semble évident, mais nos solutions ne s'ajustent pas aux intérêts politiques et économiques de l'élite.

Quand on entend parler de destruction de l'environnement par des compagnies minières, nous pensons au pays du Sud, pourtant, elle a aussi lieu chez nous. Des entreprises multinationales telles que Canadian Edgewater Exploration contaminent nos cours d'eau avec des substances toxiques et accaparent les maigres ressources en eau de notre région. Il s'agit d'une menace contre notre propre survie, et nous luttons pour y mettre un terme.

Notre lutte est multiforme. Nous organisons des mobilisations et des manifestations contre l'extraction minière, la privatisation de l'eau et les accords de libre-échange, mais nous mobilisons et renforçons aussi nos réseaux pour étendre notre lutte au-delà de la Galice. Nous avons forgé des alliances avec les travailleurs, les mouvements d'habitation coopérative, les défenseurs de l'environnement et les militants des droits des femmes. Nous sommes également très actifs au sein de la Coordination européenne de Via Campesina et, bien sûr, dans toutes les luttes menées dans le monde par Via Campesina."

Lorena Zárate, basée au Mexique, est présidente de la branche mexicaine de la Coalition Internationale pour l'Habitat.

« Nous collaborons principalement avec d'autres organisations pour le droit au logement, mais désormais nous avons rallié les luttes pour la terre et pour l'eau, aussi bien en zone rurale qu'en milieu urbain. Cette convergence est essentielle pour différentes raisons. En milieu urbain, il nous faut plaider pour le droit au logement et contre les expulsions ; nous collaborons avec Right to the City. Mais nous considérons tout aussi important d'articuler notre combat avec les luttes des populations rurales. Nous nous battons contre la privatisation de la terre et de l'eau – ces ressources appartiennent à tous. Nous partageons les difficultés et les idées de bien d'autres mouvements, c'est pourquoi nous collaborons avec Via Campesina et d'autres pour lancer des passerelles et organiser la résistance des populations rurales et urbaines. »

La convergence des luttes, clé d'un avenir où la justice sera la même pour tous

L'existence d'espaces politiques ouverts à toutes les parties prenantes ne signifie pas automatiquement un dialogue ouvert, équitable, transparent et responsable ; il n'en résulte pas non plus automatiquement des politiques fondées sur le respect des droits de l'homme. Les concepts, les espaces et les instruments des droits de l'homme sont de plus en plus souvent réinterprétés par les acteurs privés, qui les détournent de leur mission originelle, celle de protéger et promouvoir les droits des personnes. Cette tendance correspond à une érosion plus large et plus grave des normes relatives aux droits de l'homme, notamment en matière de propriété, d'alimentation, de commerce et d'investissement, qui s'ajoute à la criminalisation des défenseurs des droits de l'homme dans le monde entier.

Dans un contexte de mainmise par les entreprises privées des mécanismes mondiaux de gouvernance et des enceintes politiques telles que les institutions spécialisées de l'ONU, notamment le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) et la Conférence des parties de la CCNUCC ou celle de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), la Convergence Globale est un rassemblement absolument nécessaire, qui permet de faire entendre la voix des communautés affectées en faveur d'une gouvernance des ressources naturelles fondée sur les droits de l'homme, la souveraineté alimentaire et l'agro-écologie paysanne.

La Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau est un espace où les activistes peuvent articuler leurs luttes, partager leurs expériences et exprimer leur solidarité, et aussi organiser et coordonner la mobilisation populaire, afin d'intensifier la lutte contre l'accaparement des ressources naturelles et la violence qu'il impose à nos sociétés. Des leaders représentant différentes communautés soulignent l'importance de faire converger leurs combats :

- **Du point de vue des pêcheurs** (Herman Kumara, Sri Lanka),
- **Du point de vue du mouvement de lutte contre les barrages** (Tchenna Maso, Brésil),
- **Du point de vue du mouvement de lutte contre l'accaparement des terres** (Massa Koné, Mali),
- **Du point de vue des travailleurs de la pêche** (Margaret Nakato, Ouganda),
- **Du point de vue des mouvements paysans** (Ludwig Rumetshofer, Autriche)

Herman Kumara est le coordinateur national du Mouvement de solidarité des pêcheurs (National Fisheries Solidarity Movement – NAFSO) du Sri Lanka. Herman a passé des décennies à défendre le droit des pêcheurs aux zones de pêche et aux terres côtières. NAFSO est aussi membre du WFFP.

« Nous vivons au Sri Lanka dans un contexte d'après-guerre, où l'élite politique et l'armée détiennent tous les pouvoirs. Nous travaillons sous l'oppression du régime, qui vise particulièrement les mouvements sociaux et les défenseurs des droits de l'homme. Notre seule solution est donc d'unir nos forces, toutes les forces de la société.

Quand le gouvernement a tenté de nous faire disparaître, nous avons été soutenus par différents secteurs. Ainsi, avec les paysans, les femmes, les bergers pastoralistes, les syndicats et d'autres mouvements sociaux, nous avons créé une plateforme avec une vision commune, afin de formuler des propositions de changement et de réforme. Grâce à cela, nous avons réussi à changer le gouvernement et à obtenir un nouvel espace de parole afin de continuer la lutte.

Mais nous devons continuer d'expliquer comment le système néo-libéral nous détruit. Nous en sommes tous victimes, aussi bien les producteurs que les consommateurs. Aujourd'hui, à Chennai, des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants subissent des inondations sans précédent, mais la CCNUCC ne s'attaque pas aux causes fondamentales du dérèglement climatique. La Convergence est essentielle pour mener nos luttes à bien, sur tous les plans. »

Tchenna Fernandes Maso est une célèbre avocate du Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB) au Brésil. Tchenna est aussi active au sein de Via Campesina et participe à un groupe d'experts en droits de l'homme qui traite notamment des droits des peuples autochtones.

« La construction de barrages n'affecte pas seulement les personnes qui sont chassées de leurs terres. Les barrages ont un impact désastreux sur notre environnement naturel et sur la vie de millions de personnes. Le méthane émis par ces barrages tropicaux place ces méga-infrastructures dans la même catégorie que les centrales à énergie fossile en ce qui concerne l'émission de gaz à effets de serre. Nous sommes donc tous concernés, quel que soit l'endroit de la planète où nous vivons.

Nous avons démarré la lutte contre le Barrage d'Ita, dans l'état du Rio Grande do Sul, propriété de l'entreprise transnationale Tractebel, mais nous avons rapidement compris que notre problème n'était pas la construction d'un seul barrage. Nous devons lutter contre un système injuste, qui cherche à ériger des barrages sur tout le territoire. Nous avons donc adopté une stratégie de convergence pour nous unir à tous les mouvements brésiliens qui exigent que soient respectés notre souveraineté énergétique et notre souveraineté alimentaire.

Mais cette lutte n'est pas seulement nationale. Les entreprises qui construisent ces barrages sont multinationales ou transnationales, et nous devons les combattre et combattre leur capital où il se trouve. Pour cela, nous devons renforcer notre convergence avec les luttes du monde entier. Nous devons nous unir pour défendre notre droit à notre terre – or, les vraies solutions pour la souveraineté énergétique et alimentaire sont au cœur de la convergence. »

Massa Koné est secrétaire-général de l'Union des Associations et des Coordinations d'Associations pour la Défense et le Développement des Droits des Démunis. (UACDDDD). Il est le porte-parole de la Convergence malienne contre l'accaparement des terres (CMAT) et de la Caravane de la Convergence des luttes pour la terre et pour l'eau d'Afrique de l'Ouest. Il est également l'un des coordinateurs de NO-VOX Africa (le mouvement des sans-voix).

« Nous sommes les victimes des solutions fausses qui nous ôtent notre culture et notre dignité. À cause de l'accaparement des terres, nous ne pouvons même pas enterrer nos morts.

Au Mali, nous centrons notre travail sur les droits communautaires et la manière de les faire respecter. Nous devons aussi nous assurer que le gouvernement connaisse nos besoins. Pendant des années, les lois en vigueur n'ont respecté ni notre dignité ni nos droits – nous devons donc dire haut et fort que nous existons et que nous avons des besoins à satisfaire.

Les politiques qui nous sont imposées se font au détriment des agriculteurs, des pêcheurs et d'autres communautés vulnérables. Par le passé, chaque communauté luttait pour la survie de son propre secteur. Nous avons compris qu'il fallait nous unir, puisque ces lois et ces politiques nous atteignent tous de la même manière. Nous avons donc créé un mouvement de mouvements sociaux, et, parallèlement, nous avons formé des alliances avec

d'autres organisations (par exemple des ONG). Grâce à leur soutien, nous avons approfondi notre connaissance des questions juridiques et politiques.

Le Forum Social Africain, qui a eu lieu à Dakar le 25 octobre 2014, a servi de pierre angulaire à l'union de nos mouvements, dans le but de former une force politique conjointe. Cette convergence s'étend désormais à toute l'Afrique de l'Ouest, voire au monde entier.

L'une de nos préoccupations premières, c'est la criminalisation de nos membres sous prétexte de lois injustes. Nous devons renverser la situation, pour que ce soit ceux qui violent les droits de l'homme qui soient traités comme des criminels. Quand l'un des nôtres est arrêté ou blessé, nous devons nous unir pour le défendre – il nous faut donc renforcer notre capacité à mobiliser les masses. »

Margaret Nakato travaille avec plus de 500 femmes organisées, au sein du Katosi Women Development Trust (KWDT), dans 19 groupes issus des communautés de pêcheurs du nord du Lac Victoria, en Ouganda. KWDT est membre du Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche (WFF), réseau international de pêcheurs artisanaux et à petite échelle qui défend leurs droits fondamentaux, la justice sociale et la culture de leurs communautés.

« Les communautés de pêcheurs ne peuvent plus continuer à lutter contre la perte de nos terres de manière isolée, car la perte de nos terres affecte notre accès aux zones de pêche. La convergence n'a que trop tardé.

Les femmes ougandaises n'ont que très rarement accès à la propriété foncière. Or, les côtes du Lac Victoria attirent fortement les investisseurs en attractions touristiques ou en promotion immobilière ou les entreprises agroalimentaires, et les communautés de pêcheurs, notamment les femmes, sont vulnérables face à cet accaparement spéculatif. La perte de leurs terres a ainsi restreint l'accès au lac de milliers de pêcheurs, hommes et femmes, dont la survie dépend des ressources halieutiques. N'ayant pas de titre de propriété sur ces terres, ces communautés n'ont pas investi dans l'agriculture. La tension monte dans une situation déjà précaire, aggravée par la concurrence féroce pour la terre et l'eau entre investisseurs étrangers et communautés locales. On refuse aux populations de pêcheurs l'autorisation de pêcher dans certaines zones, sans pour autant leur offrir d'alternative ; or cette perte d'accès est en fait liée à la perte de leurs terres.

Nombreux sont les hommes qui n'ont rien vu venir. Ce sont les femmes qui ont organisé la résistance, et les hommes les ont rejointes par la suite. L'une de nos principales difficultés, c'est que non seulement les communautés de pêcheurs ignorent leurs droits, établis par le droit national et international, mais aussi que les agents de la force publique les ignorent également – ce qui aggrave la perte de nos terres et de nos territoires de pêche.

Nous avons forgé des alliances en Ouganda pour renforcer notre combat, mais il est évident qu'il nous faut aussi faire converger notre cause avec celles du reste du monde. Tout d'abord, il nous faut promouvoir les instruments de droits de l'homme existants. Les Directives sur la pêche artisanale et celles sur le régime foncier sont deux instruments très utiles – nous devons les faire descendre de leur piédestal international pour qu'ils soient appliqués localement. Ainsi, nos communautés prendront conscience de leurs droits et pourront se mobiliser en masse pour les faire respecter.

Le phénomène de la financiarisation des ressources naturelles et alimentaires doit cesser. La production d'aliments est enracinée dans des valeurs culturelles et spirituelles, et nous devons combattre pour tenir leur financiarisation à bonne distance. »

Ludwig Rumetshofer est un agriculteur autrichien, membre du syndicat Österreichische Bergbauern- und -bäuerinnenvereinigung (ÖBV) - Via Campesina Autriche. Il milite au sein du Mouvement européen pour la souveraineté alimentaire.

« Hier soir, je me suis retrouvé à dîner, moi, un jeune agriculteur autrichien, avec un jeune pêcheur d'Afrique du Sud. Nous avons découvert que nous luttons pour la même cause, et dans le même cadre. Ce cadre, c'est celui

de la souveraineté alimentaire. Pour l'instant, les petits agriculteurs européens ne font pas grand-chose pour changer le système, mais nous nous unissons pour les faire changer d'attitude. Nous sommes membres de Nyéléni Europe, et, en octobre 2016, des centaines de personnes et de mouvements venus de toute l'Europe vont se réunir en Roumanie pour tenir le Forum Nyéléni Europe pour la souveraineté alimentaire, afin de renforcer notre mouvement et d'élaborer des stratégies communes.

La souveraineté alimentaire implique un changement de mentalité des producteurs et des consommateurs. C'est la clé de l'espoir, c'est la base de notre motivation à mener à bien notre combat politique. Tout démarre sur le plan local, où nous trouvons des solutions alternatives fondées sur la souveraineté alimentaire.

La souveraineté alimentaire n'est pas seulement la vraie solution pour remédier à toutes les erreurs du système. C'est aussi un outil de convergence : elle fédère les gens et leurs combats."

En guise de conclusion

« Au cours de cette table ronde, nous avons vu les conséquences des fausses solutions prônées par les gouvernements, associés au secteur privé, sur la vie des communautés urbaines et rurales. Ces pratiques destructrices violent les droits de l'homme et détruisent la nature et le climat de notre planète. Les petits producteurs d'aliments travaillent depuis des décennies, voire depuis des siècles, avec des méthodes saines qui protègent et respectent la Terre-mère et les rapports sociaux entre communautés. Les crises à répétition que nous connaissons sont un signe clair de la faillite de ce cruel système patriarcal et impérialiste appelé le capitalisme.

La Convergence globale des luttes pour la terre et l'eau rassemble les voix, les histoires et les luttes de tous les peuples, victimes de ces abus aux quatre coins du monde. L'union fait la force – et le fait de partager nos problèmes, nos aspirations et notre vision du monde nous donne la certitude qu'il nous faut continuer de résister face au pouvoir des élites et du capital. Nous apportons les vraies solutions, les solutions du peuple et pour le peuple, pour faire face aux terribles dégâts causés au climat par le capital privé au cours des dernières décennies. En outre, nos solutions ne sont pas seulement liées au climat ; elles impliquent un changement complet visant la solidarité, l'humanité et le respect pour la Terre, notre mère.

L'événement d'aujourd'hui a réaffirmé que, pour changer le monde, il nous faut tenir bon localement, et organiser notre résistance à tous les niveaux. La convergence des luttes est donc le seul moyen de promouvoir notre unité et de transformer nos combats locaux en mouvements concrets et efficaces. Pour ce faire, la souveraineté alimentaire doit aller au-delà d'une vision d'avenir. La souveraineté alimentaire peut rassembler les peuples, elle nous permettra de mondialiser notre combat et de mondialiser notre espoir ! »

Paula Gioia, Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft / Via Campesina

Notes

- 1 Cet événement public a accueilli plus de 200 personnes le 10 décembre 2015, en un lieu portant le nom de la militante politique et féministe qui lutta pour les droits des femmes après la Révolution française, Olympe de Gouge, exécutée en 1793, quatre ans après le début de la révolution. Mme Paula Gioia, de Via Campesina, et M. Ange David Baimey, de GRAIN, en ont assuré la présidence, accompagnés par les modérateurs suivants (par ordre alphabétique): Zoe Brent du Transnational Institute, Martin Drago de Friends of the Earth International, Lyda Fernando Forero du Transnational Institute, Shalmali Guttal de Focus on the Global South, Carsten Pedersen du Secrétariat international du Forum mondial des populations de pêcheurs, et Philip Seufert de FIAN International.
- 2 Voir www.fao.org/nr/tenure/voluntary-guidelines/en. Voir aussi le Manuel populaire des Directives pour la gouvernance des terres, pêche et forêts: <http://www.foodsovereignty.org/fr/manuelpopulaire/>
- 3 <http://www.fao.org/cofi/42016-0bc248e12facab0ffa01bfaced87c7e23.pdf>

